



MAÎTRE D'OUVRAGE :

COMMUNE DE CASTILLON

Hôtel de ville
Place Lucien Rousset
06500 CASTILLON
Tél : 04 93 04 32 00
Fax : 04 93 04 32 09
Mail : mairie@castillon06.com

RENOVATION D'UN LOCAL COMMUNAL EN BAR RESTAURANT ET COMMERCE MULTI-SERVICES

Place Lucien Rousset – 06500 CASTILLON

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP

Tous corps d'état

ENTREPRISE :

28 NOVEMBRE 2018

ARCHITECTE MAITRE D'OEUVRE

S.N.D.A 
Société Niçoise D'Architecture
Stéphane CIAIS - Nathalie SIONIAK - Daniel CURTI
N° régional proS01962 - N° national S 14019
38 rue Vernier - 06000 NICE
Tel +33 (0)4 92 07 18 77



CCAP

SOMMAIRE

I. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. OBJET DU MARCHE - EMBLACEMENT DES TRAVAUX	4
1.2. CONDITIONS DE LA PROCEDURE	4
1.3. TRANCHES ET LOTS	5
II. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
2.1. Pièces particulières :	5
2.2. Pièces générales :	5
III. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	6
3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS.....	6
3.2. TRANCHES CONDITIONNELLES	6
3.3. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES	6
3.4. VARIATION DES PRIX	7
3.5. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	7
3.6. AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX.....	7
IV. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES.....	8
4.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	8
4.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	8
4.3. PENALITES POUR RETARD	8
4.3.1 PENALITE POUR ABSENCE AUX REUNIONS.....	8
4.3.2 ABANDON, ARRETS DE CHANTIER INJUSTIFIE POUVANT ENTRAINER UN RETARD PREJUDICIABLE.....	9
4.3.3 RETARD DE PAIEMENT	9
4.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	9
4.5. DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	9
V. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	10
5.1. CAUTIONNEMENT	10
5.2. AVANCE FORFAITAIRE.....	10
5.3. AVANCE FACULTATIVE	10
VI. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	11
6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	11
6.2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT.....	11
6.3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	11
VII. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	11

CCAP

VIII.	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	12
8.1.	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	12
8.2.	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	12
8.3.	PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL	12
8.4.	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	12
8.5.	ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	12
IX.	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	13
9.1.	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	13
9.2.	RECEPTION	13
9.3.	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	13
9.4.	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	13
9.5.	DELAJ DE GARANTIE	13
9.6.	GARANTIES PARTICULIERES.....	13
9.7.	ASSURANCES.....	13
X.	DEPENSES D'INTERET COMMUN – COMPTE-PRORATA	14
XI.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	14
11.1.	C.C.A.G.....	14
11.2.	C.C.T.G.....	14

CCAP

I. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHE - EMBLACEMENT DES TRAVAUX

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les TRAVAUX DE RENOVATION D'UN LOCAL COMMUNAL EN BAR RESTAURANT ET COMMERCE MULTI-SERVICE – PLACE LUCIEN ROUSSET A CASTILLON

Références cadastrales A 1370

Adresse des travaux : Place Lucien Rousset – 06500 CASTILLON

Le **Maître d'ouvrage** est :

COMMUNE DE CASTILLON – Hôtel de ville – Place Lucien Rousset – 06500 CASTILLON

TEL : 04 93 04 32 00

Le **Maître d'œuvre** est :

SOCIETE NICOISE D'ARCHITECTURE – 38 rue Vernier – 06000 NICE

TEL : 04 92 07 18 77 FAX : 04 89 92 29 13

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2. CONDITIONS DE LA PROCEDURE

Etendue et mode de procédure

Le présent marché est lancé selon l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, régissant la procédure adaptée, sur la base des documents écrits et graphiques constituant le présent Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Il pourra être conclu soit avec une entreprise unique, soit avec un groupement d'entreprises.

Forme du marché

Le marché est passé à prix global et forfaitaire pour l'ensemble des prestations décrites au CCTP.

Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre. Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

CCAP

1.3. TRANCHES ET LOTS

Les travaux sont répartis en 5 LOTS en tranche ferme :

LOT 01 : DEMOLITIONS - MACONNERIE - CLOISONNEMENT – REVETEMENTS -- PEINTURE

LOT 02 : ELECTRICITE COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES

LOT 03 : PLOMBERIE – CVC

LOT 04 : MENUISERIES BOIS

LOT 05 : MENUISERIES ALUMINIUM

Sont également prévus des travaux en tranche conditionnelle suivant les différents lots :

TRANCHE CONDITIONNELLE 01 : ISOLATION MURALE PERIPHERIQUE

Concerne uniquement le lot 01

TRANCHE CONDITIONNELLE 02 - FINITION PEINTURE

Concerne uniquement le lot 01

TRANCHE CONDITIONNELLE 03 – REPARATION DES FENETRES BOIS EXISTANTES

Concerne les lots 01 et 04

TRANCHE CONDITIONNELLE 04 – REMPLACEMENT DES FENETRES PAR DES BAIES ALUMINIUM

Concerne uniquement le lot 05

II. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1. Pièces particulières :

- l'acte d'engagement (A.E.) dûment paraphé et signé ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dûment paraphé et signé
- le cahier des clauses techniques particulières commun à tous les lots (C.C.T.P.C)
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) dûment paraphé et signé assorti des documents ci-après :
 - o plans des travaux, tout corps d'état;
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- le Règlement de Consultation dûment paraphé et signé
- Contrat de sous-traitance le cas échéant

2.2. Pièces générales :

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2. ci- après :

- le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux institué par le décret n° 79-923 du 16 octobre 1979 et modifié par le décret n° 80-689 du 2 septembre 1980 ;
- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par le décret 76-87 du 21 Janvier 1976 modifié ;
- le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;

Ces trois documents ne sont pas joints au marché, mais ils sont supposés parfaitement connus de l'Entrepreneur.

CCAP

III. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique s'il y a lieu ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire du marché,
- Au mandataire titulaire du marché, ses co-traitants.

3.2. TRANCHES CONDITIONNELLES

Sans objet

3.3. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES

Travaux en régie : Sans objet

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en toute connaissance des lieux et de la nature des sols ;

Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8.4.1. ci-après le maître de l'ouvrage fournira à titre gratuit les prestations suivantes : Néant

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

En cas de travaux supplémentaires qui ne sont pas normalement prévisibles selon les termes de l'article 10-11 du C.C.A.G. dont l'exécution est reconnue nécessaire au cours de l'entreprise, il sera fait application de l'article 14 du C.C.A.G. et de ceux du bordereau des prix.

Les fournitures approvisionnées à pied d'œuvre pourront être réglées à raison de 40 % des prix unitaires de fourniture et de pose correspondants du bordereau des prix d'application du marché.

Le règlement des travaux en régie sera effectué en prenant en considération dans les décomptes :

Le règlement des comptes se fera à partir de décomptes mensuels suivant les modalités de l'article 13 du C.C.A.G.

Les projets de décompte pourront être présentés suivant un modèle qui sera proposé à l'entrepreneur au moment des règlements.

CCAP

3.4. VARIATION DES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

- Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées ci-dessous si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date d'établissement des prix et celle du début du délai contractuel d'exécution des travaux.
- **Index de référence** : L'index de référence l choisi pour l'actualisation (la révision) des prix des travaux faisant l'objet du marché seront les index TP 01 pour les lots 1 et 2 et BT 01 pour les autres lots corrigés du coefficient départemental
- **Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables** :

L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = I(d - 3)/I_0$$

dans laquelle I₀ et I(d - 3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d - 3) par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

- **Actualisation provisoire** : sans objet
- **Application de la taxe à la valeur ajoutée** : Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.5. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE

La déclaration des sous-traitants est obligatoire sous peine de résiliation du marché de plein droit.

La désignation des sous-traitants en cours de marché se fera dans les conditions prévues à l'article 2.4. du C.C.A.G. Si l'entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

Les modalités de paiement direct des cotraitants et des sous-traitants sont celles définies à l'article 13 du C.C.A.G.

Le prestataire titulaire est habilité à sous-traiter ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un **acte spécial** (*formulaire DC4 disponible sur le site Internet du ministère des finances www.economie.gouv.fr*) signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un co-traitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

3.6. AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

La poursuite des travaux au-delà de la masse initiale est subordonnée à une **décision de poursuivre** prise par la personne responsable du marché. en conformité avec l'article du CCAG applicables aux marchés public de travaux, approuvé par décret n° 76 87 du 21 janvier 1976, modifié par décret n°76-725 du 5 juillet 1976, 81-99 du 3 février 1981 et 81- 271 du 18 mars 1981.

CCAP

IV. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution des travaux est fixé à 4 mois, suivant le calendrier ci-après :

Décembre 2018	Lancement de l'appel d'offres travaux
Janvier 2019	Attribution des marchés de travaux
Février 2019	Phase de préparation
	Démarrage effectif des travaux
Mai 2019	Réception des travaux

Dans l'acte d'engagement l'entrepreneur indiquera le délai qu'il envisage à tenir pour le lot incombant à l'entrepreneur y compris les réglages et essais, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux, et ce à partir de la notification du marché.

4.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel l'impossibilité de poursuivre le chantier a été constatée par le maître d'œuvre. A cet effet un carnet d'intempéries devra être tenu à jour par l'entrepreneur et présenté pour accord au Maître d'Oeuvre lors des rendez-vous de chantier.

En cas d'intempéries obligeant à un arrêt de chantier, l'entrepreneur devra le signaler au Maître d'Oeuvre qui le constatera par ordre de service. En tout état de cause, l'augmentation du délai consécutif aux intempéries ne pourra donner lieu à supplément de prix.

4.3. PENALITES POUR RETARD

Les pénalités appliquées pour retard seront celles décrites à l'article 20 du CCAG, à l'exception de celles ci-dessous, par dérogation :

4.3.1 PENALITE POUR ABSENCE AUX REUNIONS

N'étant concernés que les entrepreneurs absents ou non représentés convoqués par lettre simple ou recommandée par le Maître d'œuvre et avertis une première fois par lettre recommandée, dans ce cas une pénalité de 1/2000^e du montant du marché sera appliquée de plein droit à chaque absence constatée.

CCAP

4.3.2 ABANDON, ARRETS DE CHANTIER INJUSTIFIE POUVANT ENTRAINER UN RETARD PREJUDICIALE

Si le maître d'œuvre l'estime, il mentionnera les retards, déficit en personnel, ou éventuellement abandon dans le PV de réunion de chantier, à titre d'avertissement simple, puis si nécessaire par lettre recommandée où il sera laissé une semaine à l'entreprise pour récupérer le temps ainsi perdu, sinon elle s'exposera aux retenues pour retard de 70€ HT par jour de retard par rapport au planning prévisionnel contractuel signé par l'ensemble des entreprises en début de chantier ; ou à la suspension pure et simple de son marché, notifiée par le Maître d'ouvrage par lettre recommandée, cette notification lui permettant de faire intervenir une tierce entreprise afin d'achever les ouvrages.

Au-delà, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché de l'entrepreneur dont les retards entraîneraient un préjudice notable sur le déroulé du chantier suivant les procédures en vigueur.

4.3.3 RETARD DE PAIEMENT

En aucun cas un entrepreneur ne peut suspendre les travaux pour défaut de paiement sans avoir prévenu par lettre recommandée le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre au moins quinze jours à l'avance. Le Maître d'Ouvrage est responsable des conséquences de toute interruption résultant de la non observation de ces obligations, et en particulier, des répercussions qu'elles pourraient avoir sur l'exécution des travaux des autres corps d'état.

4.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les entreprises devront rendre les locaux propres et prêts à l'usage, ainsi que les locaux éventuellement mis à disposition pour les installations de chantier.

4.5. DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans et autres documents établis par l'entrepreneur après exécution seront remis au maître d'œuvre au plus tard une semaine avant le jour de la réception des travaux. En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 800 € HUIT CENTS EUROS sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du C.C.A.G., sur les sommes dues à l'entrepreneur.

CCAP

V. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. CAUTIONNEMENT

Il n'est exigé aucun cautionnement. Il est remplacé par une retenue de garantie de 5 % sur acomptes et solde.

L'entrepreneur aura la faculté de demander le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire égale à 5% du montant du marché majoré éventuellement du montant des avenants.

Le remboursement de la retenue de garantie ou la main-levée de la caution sera effectué à la fin du délai de garantie de 1an éventuellement prolongé.

5.2. AVANCE FORFAITAIRE

Une avance forfaitaire sera versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur à 50 000 Euros HT.

Si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, son montant est, en prix de base, égal à 5,00 % du montant initial du marché. Il est égal au produit de ces 5,00 % par 12/N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

Selon le dernier alinéa de l'article 87-JJ du Code des marchés publics et par dérogation à l'article 11.6 4ème paragraphe du C.C.A.G. Travaux, le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, t e

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants de premier rang lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par l'article 59 de l'ordonnance et au niveau des articles 110 à 121 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour le versement de l'avance forfaitaire.

Le montant de l'avance doit être de 5,00 % du montant des travaux sous-traités au cours des 12 premiers mois suivant le début de leur exécution. Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65,00 % du montant des travaux au titre desquels est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80,00%

Pour le versement de l'avance forfaitaire, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire.

5.3. AVANCE FACULTATIVE

Aucune avance facultative n'est versée à l'Entrepreneur.

CCAP

VI. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet

6.3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle agréé par le maître d'œuvre, à la charge de l'entrepreneur.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur, ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre qui se réserve toutefois le droit de les faire exécuter par un laboratoire ou un organisme de contrôle de son choix, à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

VII. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Sans objet

CCAP

VIII. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Période de préparation : 2 semaines suite à la notification. Les entrepreneurs devront strictement respecter au planning joint au dossier de consultation, approuvé.

8.2. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Tous les entrepreneurs sont tenus à assister à 1 rendez-vous de chantier par semaine, dont le jour de semaine sera fixé en début de chantier restera inchangé jusqu'à la réception, ainsi qu'à tous les rendez-vous exceptionnels fixés par le maître d'œuvre qui convoquera les entreprises par lettres.

L'absence aux rendez-vous, non justifiée, et signalée au moins deux fois consécutives dans le Procès verbal de réunion exposera l'entrepreneur à une retenue de 800 € HUIT CENTS EUROS

8.3. PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL

Les plans d'exécution des ouvrages béton armé et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'équipe de maîtrise d'œuvre, avec les notes de calculs correspondantes, et fournis aux entrepreneurs adjudicataires.

Restent à la charge de l'entrepreneur la fourniture des plans de montage et détails d'exécution.

La synthèse sera réalisée par le lot gros-œuvre.

8.4. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.5. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

En vertu de la loi n°93 1418 DU 31 décembre 1993 et des décrets

- n°94-1153 du 26 décembre 1994
- n°95- 543 du 4 mai 1995
- n° 95-607 et 608 du 6 mai 1995
- ainsi que des articles du Code du Travail applicables notamment ceux du Chapitre V du titre III du Livre II, l'opération visée par le présent CCAP se verra appliquer les dispositions la concernant, selon les critères définis par les textes réglementaires susvisés.

En conséquence le Maître d'Ouvrage a désigné un Coordonnateur de Sécurité et Santé à qui il aura confié mission en phase conception et réalisation.

Toutes les entreprises, compte tenu des obligations qui s'imposent à elles de par les textes réglementaires susvisés et du fait de l'intervention du Coordonnateur de Sécurité devront donc notamment :

- respecter les obligations de sécurité et les faire respecter par leurs sous-traitants éventuels.
- faciliter l'intervention du Coordonnateur de Sécurité.
- rédiger les PPSPS et les transmettre, dans les délais prescrits, au Coordonnateur de Sécurité et aux organismes officiels (Inspection du Travail, OPPBTP, CRAM)

CCAP

IX. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés sur le chantier, par l'entrepreneur en présence du maître d'œuvre, ou par un organisme de contrôle au choix du maître d'œuvre et aux frais de l'entrepreneur.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

9.2. RECEPTION

La réception de(s) l'ouvrage(s) ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.P.

La réception des travaux se fera en mai 2019.

9.3. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Un local sera mis à disposition par la mairie pour y installer la base vie. Elle sera à restituer dans un état analogue à celui dans lequel les entreprises en auront pris possession.

9.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans et autres documents à remettre par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage dans les délais prévus à l'article 4.5. ci-dessus sont réputés acceptés si le maître d'œuvre n'a pas formulé d'observations dans le délai d'un mois après leur remise.

9.5. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de un an à compter de la réception définitive de l'ouvrage. Par ailleurs l'entreprise reste tenue par la garantie décennale.

9.6. GARANTIES PARTICULIERES

Sans objet

9.7. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur, ainsi que les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

CCAP

X. DEPENSES D'INTERET COMMUN – COMPTE-PRORATA

Sont portées au débit du compte prorata les dépenses énumérées ci-après

- Dépenses relatives aux consommations d'eau, d'électricité, de téléphone, nécessaires aux travaux ;
- Les frais de remise en état des réseaux d'eau d'électricité, téléphone détériorés lorsqu'il y a impossibilité de reconnaître le responsable ;
- Les charges temporaires de voiries et de police (occupation entretien et réparation de la voie publique) résultant des installations de chantier ;
- Les frais d'exploitation d'ascenseurs de chantier ;
- Les frais de réparation, et de remplacement des fournitures mises en œuvre et détériorées dans le cas où l'auteur des dégradations ou du détournement ne peut être imputé à l'entrepreneur d'un corps d'état déterminé.
- Les frais de gardiennage.
- Le nettoyage en fin du chantier uniquement une fois que toutes les entreprises auront débarrassé leurs rémanences et que le nettoyage des salissures et projections aura été exécuté par les entreprises qui les auront provoquées ainsi que l'enlèvement de toutes les étiquettes de repérage, de référence, commerciales ou de signalisation de chantier auront été enlevée par l'entreprise responsable.

Sans stipulation particulière l'entrepreneur du lot 01 est chargé de la tenue du compte prorata.

Les demandes de remboursement ou le décompte de clôture en cas de paiement anticipé seront accompagnés des pièces justificatives (factures).

Un quitus sera délivré par l'entreprise chargée des comptes aux entreprises participantes, ce quitus sera demandé par le Maître d'Ouvrage pour le règlement du solde des travaux.

XI. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. et du C.C.T.P. sont apportées aux articles suivants des documents généraux et des normes françaises homologuées ci-après :

11.1. C.C.A.G.

Dérogation partielle à l'article 20.

Dérogation à l'article 13

11.2. C.C.T.G.

applicable aux marchés publics et de travaux indiqués à l'article 2 du présent cahier :

. aucune dérogation.

CCAP

Etabli le 28 novembre 2018

par le Maitre d'Oeuvre
Nathalie Sioniac-Bottin, co-gérante de la SNDA

Vu pour être annexé à l'acte d'engagement,
La personne responsable du marché

Vu et adopté, à
Le

L'entrepreneur

Fait àle
(Cachet et signature de l'entreprise)